**En cas de recrutement d’un agent extérieur à la commune ou à l’EPCI en qualité d’agent vacataire :**

1. Prendre un arrêté de désignation de l’agent en qualité d’agent recenseur
2. Prendre un arrêté portant recrutement de l’agent en tant que vacataire

Il est possible de combiner les deux arrêtés en un seul et même acte – cf. modèle proposé ci-dessous.

**ARRÊTÉ**

**PORTANT DÉSIGNATION ET RECRUTEMENT DE M/MME ……….…**

**EN QUALITÉ D’AGENT RECENSEUR VACATAIRE**

***(Agent extérieur à la commune ou à l’EPCI)***

**Le Maire (ou le Président) de ………,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique,

**VU** la loi n°51-711 du 7 juin 1951 sur l’obligation, la coordination et le secret en matière statistique,

**VU** la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment le titre V,

**VU** le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

**VU** le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,

**VU** la délibération de l’assemblée délibérante en date du…… fixant les conditions de rémunération des agents recenseurs et autorisant le recrutement d’agents vacataires pour exercer les fonctions d’agents recenseurs,

**VU** la candidature de M/ Mme …………..,

**ARRÊTE**

ARTICLE 1ER

M./Mme …… est désigné(e) du…… au…… (*indiquer les dates*) en qualité d’agent recenseur pour effectuer les opérations de recensement.

M./Mme ……est recruté(e) à ce titre en qualité d’agent vacataire.

ARTICLE 2

M./Mme …… sera chargé(e), sous l’autorité du coordonnateur, tout en veillant à se conformer aux instructions de l’Insee, de :

* distribuer et collecter les questionnaires à compléter par les habitants ;
* vérifier, classer, numéroter et comptabiliser les questionnaires recueillis.

ARTICLE 3

Dans le cadre des opérations de recensement, M./Mme …… percevra, après service fait, la rémunération suivante :

* sur la base d’un forfait brut de …………. € pour une journée (ou demi-journée).

**OU**

* Sur la base d’une rémunération à :
	+ …… € par feuille de logement remplie
	+ ……. € par bulletin individuel rempli
	+ ……. € au titre du temps de formation

ARTICLE 4

M./Mme …… est tenu(e) d’assister aux séances de formation préalables aux opérations sur le terrain.

M./Mme …… s’engage à ne transmettre à quiconque les informations qui seront mises à disposition ou qui viendront à sa connaissance dans le cadre de ses activités relatives au recensement général de la population, ni à en faire état, même après sa cessation de fonctions.

Il est formellement interdit à M./Mme …… d’exercer, à l’occasion de la collecte des bulletins, une quelconque activité de vente ou de placement auprès des personnes avec lesquelles son activité d’agent recenseur le/la met en relation.

ARTICLE 5

Si M./Mme …… ne peut achever les travaux de recensement qui lui sont confiés, il/elle est tenu(e) d’avertir par écrit le maire / le président dans les 24 heures et de remettre immédiatement tous les documents en sa possession, faute de quoi M./Mme …… peut faire l’objet de poursuites devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 6

M./Mme …… déclare avoir pris connaissance de ce que toute infraction à l’engagement mentionné ci-dessus l’expose à des sanctions disciplinaires, à des poursuites d’ordre pénal et à des poursuites en responsabilité civile, avec toutes les conséquences pécuniaires que cela comporte au titre des dommages causés.

ARTICLE 7

Le Directeur général des services/Le Secrétaire général de mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

**Ampliation adressée au** :

- Président du Centre de Gestion

- Comptable de la collectivité

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom et signature)*

*OU*

Par délégation,

*(prénom, nom, et signature)*

Le/la Maire (ou le Président/la Présidente),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :